Dans le cas du Brésil, il faut démythifier le mythe Lula et remettre la politique au niveau des organisations populaires. Il faut s'opposer aux risques d'une « priisation » du PT (référence à l'institutionnalisation du Parti de la Révolution Institutionnelle du Mexique – PRI). Le cas vénézuélien nous indique les limites de la démocratie formelle, au même titre que d'autres cas. Et aujourd'hui, la Bolivie nous interroge à nouveau avec les limites qui s'expriment.
En vérité, il existe plusieurs orientations pour l'Amérique latine. Et les réduire à une forme unique, comme cela fut fait par le passé, serait une faute grave. Mais, toutes ces voies passent par une démocratisation radicale visant à élargir l'influence des masses sur les grands processus, au-delà du rejet de ce que la mondialisation a imposé aux classes traditionnelles. L'activité intellectuelle et académique a pour missions d'interpréter, avec urgence, les situations nouvelles. Et cela non pas pour se substituer aux acteurs réels mais pour les aider dans le processus devant forger une nouvelle identité dépassant les limites des classes et des États nationaux tels qu'on le perçoit dans la conjoncture présente.

18 octobre 2003

1. Voir, pour sa traduction française, Éditions Plon, coll. « Terres humaines », réd., traduction *À l'encontre* (www.alencontre.org).

Claudio Katz

Économiste, université de Buenos Aires,
membre du cercle des Économistes de gauche.

Au-delà du néolibéralisme

L'application des politiques néolibérales en Amérique latine aboutit depuis la fin des années 1990 à une explosion de luttes populaires, au renversement de plusieurs gouvernements par la rue, à des victoires électorales de la gauche. Cette explosivité et cette polarisation des rapports sociaux remettent avec force à l'ordre du jour la question des alternatives politiques et des forces capables de les porter. L'économiste argentin Claudio Katz dresse le tableau des tendances à l'œuvre et des contradictions à résoudre.

Quel est le bilan du néolibéralisme en Amérique latine ? A-t-il triomphé en s'imposant à des gouvernements les plus divers ? A-t-il échoué en provoquant le rejet de l'ensemble de la population ? La réponse dépend de l'élément que l'on privilégie dans la définition du néolibéralisme, dans la mesure où ce modèle de domination capitaliste recouvre une pratique économique, un projet d'accumulation et également une offensive sociale visant à faire plier les travailleurs et à mettre en place des régimes politiques autoritaires. Il faut analyser ce qui s'est produit sur ces quatre terrains lors de la dernière décennie pour saisir le tournant antilibéral qui se produit actuellement.

La zone de libre échange des Amériques (Alca) et la dette

Même si l'engouement des classes dominantes pour les privatisations, l'ouverture et la dérégulation a faibli ces dernières années, la doctrine néolibérale continue à inspirer la politique économique de l'establishment sur les deux terrains stratégiques : l'ALCA (Zone de libre échange des Amériques) et la dette extérieure.
Les tractations pour définir une zone de libre commerce visent à accroître les exportations nord-américaines vers la région avec, en contrepartie, une plus grande ouverture du marché des États-Unis aux exportateurs latino-américains. Mais les deux partenaires n'ont pas du tout le même poids. La première puissance fait pression sur les gouvernements de son « arrière-cour » pour qu'ils réduisent les tarifs douaniers sur l'industrie, les services et la propriété intellectuelle. En contrepartie, elle offre des concessions très limitées sur le terrain des subsides à l'agriculture et des barrières douanières.

Le libre échange sans restriction qui inspirait la version initiale de la ZLEA a dû être abandonné face aux réticences du patronat brésilien (et dans une moindre mesure argentin) à lever les mesures de protection de son industrie et des services. C'est donc une variante « light » qui est actuellement en discussion en vue d'un accord qui exempterait les parties d'engagements stricts et de délais péremptoires. Mais cette nouvelle option des firmes nord-américaines et de leurs partenaires régionaux continue à désavantager l'ensemble de l'économie latino-américaine.

La ZLEA n'est qu'une instance de négociation visant à renforcer la domination commerciale des États-Unis et à freiner l'expansion européenne dans la région. Les négociations s'accompagnent d'accords multilatéraux dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de conventions bilatérales qu'impulsent les capitalistes latino-américains le plus directement associés à des compagnies étatsuniennes. Ce qui s'est passé avec l'Alena (Accord de libre échange nord-américain) au Mexique montre que ce secteur du patronat accroît ses profits au détriment du reste du pays qui subit les conséquences des privatisations bancaires, de la destructuration régionale, de la crise agricole et de l'explosion de l'émigration. Cet exemple illustre aussi l'effet probable des accords signés récemment entre le Chili et différents pays d'Amérique centrale.

Sur le plan financier, le modèle néolibéral s'est imposé dans la région par le biais du paiement de la dette extérieure et de la tutelle qu'exerce le FMI sur la politique économique de chaque pays. Cette ingérence est beaucoup plus contraignante que le remboursement des intérêts, parce qu'elle implique la subordination systématique de la croissance, de l'investissement public et des revenus de la population aux priorités du paiement des créanciers. La soumission au FMI a été prédominante dans les années 1990 sous les présidences néolibérales de Salinas au Mexique, de Menem en Argentine ou de Sanguinetti en Uruguay et elle reste la règle pour leurs continuateurs déclarés (Lagos au Chili, Fox au Mexique, Toledo au Pérou). Mais même ceux qui critiquaient auparavant l'orthodoxie monétariste appliquent les ajustements exigés par le FMI quand ils arrivent au pouvoir. Le Brésil de Lula est l'illustration la plus flagrante de cette conversion. Pour « garder la confiance » des banquiers, il maintient des taux d'intérêt élevés, une émission restreinte et des réductions de la dépense publique qui assurent des profits exceptionnels aux financiers. C'est pourquoi la récession persiste, le chômage atteint des records, la pauvreté s'étend et les programmes d'aide sociale sont freinés.

C'est un cours analogue que suit Kirchner en Argentine, après avoir souscrit un accord d'excédent fiscal de 3 % du PIB pour abonder les intérêts d'une dette manifestement frauduleuse. Cet accord oblige à maintenir le blocage des salaires tout en prévoyant des compensations pour ces mêmes banquiers qui ont exproprié les petits épargnants. Comme il n'y a pas d'argent pour payer l'ensemble des créanciers, le gouvernement donne la priorité au paiement des organismes internationaux (FMI, BM, BID), étroitement liés aux États-Unis et aux grands capitalistes argentins, au détriment des petits porteurs étrangers de titres. Ces épargnants ont été encouragés par les grandes banques à acquérir les bons argentins insolvables. Kirchner dissimule cette politique derrière un discours d'affrontement avec l'establishment financier.

Échecs économiques et infortunes sociales

Le néolibéralisme a échoué en tant que projet des classes dominantes nationales visant à étendre leur marché, à consolider leur base d'accumulation et à augmenter leur présence sur le marché mondial. La perte de positions des capitalistes latino-américains sur la scène internationale s'est confirmée dans la dernière décennie, à quelques exceptions près comme le Chili. Ce recul se vérifie avec la stagnation du PIB *per capita*, la chute des investissements étrangers (en particulier en comparaison avec la Chine et le Sud-Est asiatique), et l'emballement de l'endettement. Dans ces conditions les phases de prospérité cycliques dépendent toujours davantage de la conjoncture financière ou commerciale internationale. Ainsi, la reprise espérée cette année sera la conséquence de la réduction des taux d'intérêts dans les pays dominants (et l'affluence induite de capitaux à court terme dans la région) et de l'augmentation des prix de certaines matières premières, comme le pétrole, le soja ou le cuivre.

Paradoxalement, cet échec économique résulte du succès de la politique réactionnaire du néolibéralisme, avec la régression sociale généralisée imposée par l'offensive du capital sur le travail. Les preuves de cette agression sont innombrables. Entre 1980 et 2003, le chômage officiel est passé de 7,2 % à 11 %, le salaire minimum a chuté en moyenne de 25 % et le travail informel a crû de 36 à 46 %, dans un continent qui connaît les plus fortes inégalités sociales dans le monde (10 % de la population concentre 48 % des ressources et les 10 % les plus pauvres se partagent à peine 1,6 % de ce total).

C'est sur cette terrible escalade d'agressions que reposent les bénéfices que les capitalistes ont obtenus à court terme avec l'augmentation du taux d'exploitation. Mais ces profits ne se sont pas étendus à l'ensemble de la classe dominante parce que le rétrécissement du marché interne et l'appauvrissement collectif ont contracté la base d'accumulation. En outre, les ouvertures et les privatisations ont affaibli la compétitivité locale et accentué la fragilité des entreprises régionales face à leurs concurrentes. Sur le plan financier, l'augmentation incontrôlable de la dette extérieure – qui a favorisé certains

groupes – a également fini par affecter l'ensemble des capitalistes locaux. L'ampleur de ce passif réduit sévèrement l'autonomie de la politique fiscale et monétaire indispensable pour contrer les cycles récessifs.

Soulèvements, sujets et consciences

La tentative néolibérale de faire plier la résistance populaire et de détruire les traditions de lutte des peuples d'Amérique latine a subi une succession de graves revers. Le renversement par la rue de plusieurs présidents réactionnaires est la preuve la plus palpable de ces échecs. Ces soulèvements – qui ont secoué l'Équateur en 1997, le Pérou en 2000, l'Argentine en 2001 et la Bolivie en 2003 – sont des événements beaucoup plus significatifs que les revers électoraux qu'a également subis la droite (Venezuela, Brésil).

Les analystes de l'establishment sont à bon droit terrorisés face à une escalade des « émeutes populaires qui font craquer les institutions » par des « actions collectives qui s'en prennent aux régimes constitutionnels » [1]. Ces soulèvements ont pris la forme de révolutions, de révoltes et de mobilisations en fonction de l'intensité de la lutte, des revendications en jeu et de leur impact politique. L'insurrection en Bolivie est l'exemple récent le plus important (*voir l' article d' Adolfo Gilly dans ce même numéro de ContreTemps*). La révolte qui a secoué l'Argentine n'a pas atteint cette dimension insurrectionnelle mais elle s'est traduite par une irruption exceptionnelle qui a unifié les travailleurs, la classe moyenne et les chômeurs dans une dénonciation commune du régime politique (« Qu'ils partent tous ! »). Les 17 000 manifestations et les 47 barrages routiers comptabilisés en 2002 illustrent l'ampleur de ce soulèvement.

Les grèves et les occupations de terres au Brésil ont marqué de leur côté un processus de mobilisation qui n'a pas débouché sur une rébellion. Cette différence avec l'Argentine est due à des traditions de lutte différentes et au caractère plus limité de la crise économique (qui ne s'accompagne pas d'appauvrissements dramatiques ni d'expropriations de petits épargnants). Lula a ainsi succédé à F. H. Cardoso dans le respect du calendrier électoral, alors que Kirchner a émergé d'un dramatique processus de recomposition du contrôle politique capitaliste mis à mal par les *piqueteros* et les assemblées populaires.

Dans tous les mouvements de protestation en Amérique latine, les salariés de l'État ont joué un rôle très actif. Ce secteur – agressé par les coupes budgétaires systématiques qu'impose le FMI – a dirigé la résistance au Pérou et en Uruguay et joué un rôle significatif dans la révolte à Saint-Domingue. La grève générale reste la forme d'action classique de la mobilisation populaire et dans certains cas – comme au Chili – le monde ouvrier recommence à jouer un rôle propre. Dans d'autres pays la résistance a pris la forme de soulèvements paysans généralisés (Équateur), localisés (Colombie) ou régionaux avec un fort impact national (Chiapas). La lutte sociale revêt encore des connotations explosives quand elle est imbriquée avec le développement d'un conflit anti-impérialiste (Venezuela).

Cette diversité de mouvements (composante indigène dans les zones andines, appui urbain dans le sud) s'accompagne aussi d'un échange novateur d'expériences de lutte entre différents secteurs opprimés. Les organisations paysannes et les travailleurs du secteur informel des villes ont ainsi assimilé les formes de résistance des mineurs en Bolivie. En Argentine, les *piqueteros* ont constitué un mouvement combatif de sans emploi nourri par l'expérience accumulée d'anciens dirigeants du mouvement syndical.

Le développement de la protestation sociale a balayé les illusions quant à la possibilité d'améliorer le niveau de vie par le recours aux privatisations et à la dérégulation. Cette prise de conscience antilibérale des secteurs populaires distingue l'Amérique latine d'autres régions – comme l'Europe occidentale – où subsistent de larges expectatives en matière de retombées de « l'économie de marché ». Plus significative encore est la réapparition de convictions anti-impérialistes qui – contrairement à l'essentiel du monde arabe – ne prennent pas la forme de mouvements fondamentalistes de rejet religieux ou ethnique.

Les limites du tournant antilibéral

La réapparition de gouvernements préconisant la « reconstruction d'un capitalisme régional autonome » traduit ce déclin du credo néolibéral. Ce nouveau projet est revendiqué avec force par les régimes de centre-gauche (Lula au Brésil, Kirchner en Argentine) à l'opposé des gouvernements qui s'inscrivent totalement dans la continuité (Uribe en Colombie, Toledo au Pérou, Lagos au Chili). Mais le même programme est aussi partagé par les présidents issus d'une explosion sociale (Mesa en Bolivie, Gutierrez en Équateur) et par ceux qui font face à un affrontement sévère avec l'impérialisme (Chavez au Venezuela).

Ce tournant est impulsé par les mêmes classes dominantes qui, dans les années 1990 dénonçaient toute « étatisation » et toute « intervention ». Cette orientation formellement antilibérale confirme que « les bourgeoisies nationales n'ont pas disparu » dans la région. Il est vrai que leur association avec le capital étranger et la récession économique a réduit leur poids et modifié radicalement leur stratégie antérieure fondée sur « l'industrialisation substitutive » et « le développement endogène ». Mais les classes capitalistes nationales subsistent et continuent à tenir les commandes du pouvoir. Ceux qui prétendent que ces groupes ont disparu avec la transnationalisation, l'absorption impérialiste ou la carence de projets autonomes oublient les spécificités de la bourgeoisie nationale. Ce groupe dominant dans les pays

périphériques ne réussit pas à assurer la prospérité économique, ni à rivaliser avec les grandes corporations. Mais il ne se dilue pas non plus au sein d'un bloc avec l'impérialisme car la concurrence mondiale bloque cette fusion. C'est pourquoi les capitalistes locaux préservent leurs intérêts propres et se confrontent à leurs compétiteurs étrangers.

Le programme rénové d'un capitalisme autonome régional exprime la persistance de ces tensions, mais ne constitue pas un projet viable. L'échec de l'intégration régionale, et particulièrement du Mercosur, est l'exemple le plus frappant de cette absence d'horizons. En dix ans, les membres du Mercosur n'ont pas réussi à créer une monnaie commune, ni à surmonter leurs divergences en matière de barrières douanières et de subventions. Comme chaque classe dominante locale négocie bilatéralement avec le FMI des calendriers d'ajustements budgétaires très spécifiques, il est toujours plus difficile d'établir des politiques fiscales, douanières ou financières communes. La perspective de la ZLEA exerce, en outre, une pression dissolvante sur un marché exclusivement sud-américain.

À la différence du passé, la relance d'un programme de capitalisme régulé et autochtone ne s'appuie pas actuellement sur des dictatures assurant les conditions de la croissance mais prétend se baser sur des régimes constitutionnels. Elle rencontre également un obstacle nouveau : la perte généralisée de prestige des « démocraties autoritaires ». Au terme de deux décennies de profondes frustrations populaires, l'autorité de ces systèmes est sapée par leur politique antipopulaire. Ils constituent des structures semi-répressives, huilées par le clientélisme et soutenues par des appareils électoraux contrôlés par des groupes dominants. Toutes les décisions d'importance sont prises par l'élite bureaucratique qui administre les États, avec l'aval passif du Parlement et de la Justice.

L'espoir d'obtenir des améliorations sociales par la consolidation de ces régimes a été sérieusement ébranlé quand ils sont apparus comme un cadre politique adéquat pour que la classe capitaliste mette en œuvre une effroyable régression sociale. Il en est résulté une perte de légitimité politique qui se manifeste dans la désintégration de partis traditionnels (AD et Copei au Venezuela), l'érosion des vieilles institutions (le PRI au Mexique, le radicalisme en Argentine) et la faillite d'apprentis *caudillos* (Menem en Argentine, Fujimori au Pérou, Collor au Brésil) ou d'alchimies politiques soutenues par les États-Unis (Toledo au Pérou, Banzer en Bolivie).

« Postlibéralisme antipopulaire »

Les nouveaux gouvernements de centre-gauche qui émergent dans la région sont hostiles aux revendications populaires et au recours à la mobilisation pour les faire aboutir. Les présidents de ces régimes fustigent le néolibéralisme mais préservent son héritage réactionnaire en impulsant des modèles « postlibéraux » qui avalisent les contre-réformes sociales des années 1990.

Son impact continental fait du cas Lula la tentative progressiste la plus importante en Amérique latine. L'ancien ouvrier métallurgiste, depuis son arrivée au pouvoir, a été couvert d'une avalanche d'éloges de la part du monde de la finance et de l'entreprise à l'échelle internationale. Cet enthousiasme tient non seulement à sa politique néolibérale, mais aussi à l'adoption de réformes réactionnaires comme celle des retraites, que le PT avait toujours combattues et que les gouvernements précédents n'avaient pas osé adopter. Lula remplit cette fonction typique de la social-démocratie qui réalise les ajustements que la droite n'arrivait pas à opérer. L'exclusion des parlementaires opposés au projet de loi sur les retraites est à son tour typique de la trajectoire classique des dirigeants réformistes qui excluent leur aile gauche pour offrir des « gages de responsabilité » à leurs mandants capitalistes. Les justifications de cette orientation reposent sur la mise en avant de menaces fantasmagoriques (« le gouvernement résiste à la déstabilisation impérialiste ») et sur la justification des attaques sociales contre les travailleurs comme étant des actes de justice (« l'élimination de privilèges »), en passant à la trappe le programme de réformes fiscales, sociales, écologiques et démocratiques que préconisait le PT.

Si la politique initiale de Lula permettait de s'interroger, sa gestion du pouvoir a levé toute ambiguïté. Il met en œuvre une « troisième voie » dans un pays sous-développé suffocant de misère, en développant une politique non seulement éloignée de tout projet transformateur (comme celui qu'avait engagé Salvador Allende au Chili) mais, qui plus est, hostile à tout affrontement avec l'impérialisme (à l'opposé de Chavez au Venezuela). Au-delà des attentes que la population nourrit toujours à l'égard de ce gouvernement, il faut questionner sans réserve son évolution tant il est impossible de construire une alternative émancipatrice en cachant la réalité. Lula dirige un gouvernement capitaliste qui connaît les « contradictions » et les « conflits » propres à tout régime aux mêmes caractéristiques sociales. Les vertus que beaucoup lui attribuent (« une politique extérieure indépendante », « la promotion du Mercosur ») ne diffèrent pas des traits propres à divers gouvernements antérieurs.

La politique de Lula a une grande importance pour l'ensemble de l'Amérique latine, parce qu'elle offre une justification au cours antipopulaire d'autres gouvernements de centre-gauche. On dit souvent que « si on ne peut pas changer de cap au Brésil, la marge de manœuvre est bien moindre encore dans des pays plus petits ». C'est un argument qu'affectionne le courant progressiste en Argentine, ou en Équateur pour justifier la résignation face à un président qui a abandonné l'alliance initiale avec le mouvement paysan et indigène pour se

plier à toutes les exigences du FMI. Ce type de renoncements a une longue histoire en Amérique latine et prend une forme effarante dans le cas d'Aristide en Haïti. Le « curé des pauvres », qui promettait d'éradiquer l'héritage de misère et de terreur laissé par la dictature, s'est transformé en un tyran caribéen typique dès qu'il est parvenu au pouvoir avec l'aide des marines.

Analyser le cours actuel des gouvernements de centre-gauche est vital face à la perspective de trois nouvelles victoires électorales de la gauche dans les prochains mois. Au Salvador, le Front Farabundo Martí contrôle déjà la moitié des municipalités et pourrait gagner l'élection présidentielle. Il devra alors arrêter sa position face au traité de libre commerce avec les États-Unis. En Uruguay, le succès récent de la gauche dans le référendum contre la privatisation du pétrole confirme la forte probabilité d'une large victoire aux élections nationales. Mais le pays connaît une crise sociale comparable à celle de l'Argentine. Il ne pourra la résoudre sans remettre en cause les accords avec le FMI avalisés par la direction du Frente Amplio. En Bolivie, la situation explosive peut à tout moment porter au pouvoir le MAS d'Evo Morales. Mais son attitude face au mouvement insurrectionnel de novembre dernier ne laisse pas présager qu'il s'engagerait dans une lutte conséquente pour les revendications sociales.

Scénarios et manœuvres

La capacité actuelle de l'impérialisme nord-américain de faire face au volcan latino-américain s'est notablement réduite en comparaison avec la période d'essor néolibéral. Cela se manifeste en premier lieu sur le plan militaire. Pour contrôler directement les principales ressources naturelles de la région, les États-Unis ont besoin de renforcer leur présence militaire. Mais le bourbier irakien a fixé de sérieuses limites à une telle intervention. L'impérialisme ne peut pas ouvrir de nouveaux fronts tant qu'il est menacé par la perspective d'un nouveau Vietnam au Moyen-Orient. Les faucons du Département d'État mènent bien campagne contre les « menaces terroristes » mais sans préciser la cible spécifique de leurs attaques. L'impasse de la guerre en Colombie contribue probablement à cette indéfinition. Uribe a tenté sans résultat une escalade d'agressions de type dictatorial, avec la légalisation des paramilitaires et la création forcée d'un million d'informateurs. Il a aussi perdu le référendum qui devait légitimer, outre cette action militaire, un ajustement brutal du budget social et l'opposition de centre-gauche a emporté la mairie de Bogota.

L'intervention de troupes impérialistes en Amérique latine est freinée également par la disparition croissante des présidents inconditionnellement alliés aux États-Unis. Seuls quelques gouvernements centre-américains ont accompagné cette fois-ci les troupes yankees en Irak et même les partenaires privilégiés que sont le Mexique et le Chili se sont abstenus à l'ONU d'avaliser cette invasion. Les États-Unis voient par ailleurs leur domination régionale contrée par trois situations adverses à Cuba, au Venezuela et en Bolivie.

Les tentatives de Bush pour créer une situation explosive à Cuba en patronnant le détournement d'embarcations, en entraînant des provocateurs à Miami, en renforçant l'embargo et en encourageant l'immigration illégale répètent des gaffes commises depuis 40 ans. Il n'y a pas de signe d'une plus forte influence sociale des agents de l'impérialisme dans l'île et les attaques des États-Unis n'ont pas isolé le régime du reste de l'Amérique latine. Au contraire, elles ont renforcé la sympathie pour la révolution. Le contraste entre la fermeté anti-impérialiste de Fidel Castro et le comportement des gouvernements « lèche-bottes » inspire le respect dans la région.

Au Venezuela, l'impérialisme continue à conspirer aux côtés de la droite. Après l'échec des deux tentatives de putsch il cherche maintenant à imposer un référendum pour chasser Chavez du pouvoir. Le courant d'opposition nationaliste à l'impérialisme américain a de nombreux antécédents dans la région (Torrijos au Panama, Velazco Alvarado au Pérou) mais ce qui retient l'attention dans le cas du Venezuela, c'est le niveau croissant d'organisation des quartiers, des syndicats et du milieu universitaire. Si la polarisation politique et sociale du pays rappelle celle qu'a connue l'Argentine dans les années 1950 (hostilité bourgeoise au régime, fracture entre la classe moyenne et les travailleurs), le niveau de radicalisation au sein des forces armées s'apparente bien davantage à la révolution des œillets au Portugal. En multipliant les provocations dans un pays vital pour leur approvisionnement en pétrole, les États-Unis jouent avec le feu.

Enfin, le renversement de Lozada en Bolivie a marqué un nouveau revers sévère pour l'impérialisme, qui traite ce pays comme une simple colonie. Les États-Unis persistent à exiger l'éradication par l'armée de la culture de la coca et l'exploitation des richesses en gaz, sans prendre en compte les risques qu'entraîne cette pression dans la situation convulsive du pays.

Dans ce cadre politique adverse, l'aide que peuvent apporter à Bush ses principaux alliés – en contrepartie de lois sur l'immigration (Mexique), d'accords financiers (Chili) ou de promesses d'investissements (Pérou) – s'avère insuffisante pour désamorcer le chaudron régional. C'est pourquoi le président nord-américain traite cordialement Kirchner et fait l'éloge de Lula, avec l'idée que ces gouvernements pourront agir comme intermédiaires dans les conflits qui échappent à l'influence de la diplomatie nord-américaine. Il s'agit en priorité de « circonscrire Chavez » – pour modérer ses défis et le pousser à calmer les mobilisations populaires – et d'éviter un « vide du pouvoir » qui conduirait à un gouvernement populaire en Bolivie. L'accord pour une trêve obtenu d'Evo

Morales par les émissaires de Kirchner et Lula après la chute de Lozada est un avant-goût de cette fonction « modératrice » que le Département d'État assigne aux « gouvernements progressistes du Cône sud ». La diplomatie latino-américaine avait joué un rôle analogue dans les années 1980 en mettant en difficulté à la table des négociations les sandinistes déjà aux abois face aux agressions de la « contra ».

Les alternatives à gauche

L'échec économique et le déclin politique et idéologique du néolibéralisme, alors que ses modèles s'appliquent toujours en pleine explosion de révoltes populaires, posent de sérieux défis à la gauche. Les dilemmes les plus complexes concernent la position à adopter face aux nouveaux gouvernements de centre-gauche qui virent à droite tout en suscitant des expectatives dans la population. Nombre d'intellectuels sont conscients de cette évolution, mais s'y résignent tristement. En affirmant qu'il « n'existe pas d'alternative », ils reprennent le même argument fataliste que les néolibéraux dans les années 1990. D'autres avancent que la conciliation avec la droite est le prix à payer pour un capitalisme régulé ou latino-américanisé. Mais il n'expliquent pas pourquoi les socialistes devraient opter pour ce système particulier d'exploitation, ni ce qui permettrait de construire au XXIe siècle ce qui n'a pu l'être pendant quelque 200 ans.

Ceux qui avalisent la politique actuelle de Lula, Kirchner ou Gutierrez ferment les yeux devant la réalité et ne jugent pas ces gouvernements de centre-gauche à l'aune de leurs actes concrets, mais à celle de leurs promesses et de leurs discours. Ils ne veulent pas voir que la voie capitaliste que ces régimes ont choisie n'est pas un simple épisode, ni une option facilement réversible. C'est un choix qui traduit la communauté d'intérêts liant les bureaucraties au pouvoir aux classes dominantes.

D'autres analystes estiment que les réformes sociales viendront quand ces gouvernements se seront stabilisés. Mais l'expérience de ces dernières décennies en Amérique latine démontre tout le contraire. En consolidant leur pouvoir, ces régimes renforcent leurs alliances avec la droite et abandonnent les derniers vestiges de leurs positions contestataires. Les dirigeants du courant progressiste ont perdu depuis longtemps la capacité de s'opposer à la résistance des capitalistes (fuites de capitaux, boycotts et actes de déstabilisation) face à toute réforme sociale significative. La gauche qui avalise ces régimes tend alors à se convertir en une force domestiquée et stérile.

D'importants secteurs de la gauche latino-américaine ignorent cette réalité, parce qu'ils ont opté pour la vieille stratégie social-démocrate visant à conquérir le pouvoir progressivement par une succession de succès électoraux et de gestion municipales fructueuses. L'onde de choc produite par les revers consécutifs à la chute du sandinisme a conduit à un regain d'actualité de cette politique dès les années 1980. Cela a empêché ces secteurs de prendre la mesure des limites que rencontrent ces expériences de gouvernement local. Même si elles permettent de s'essayer à de nouvelles formes de démocratie, contribuent à modifier les rapports de forces, et facilitent l'apparition de nouveaux dirigeants populaires, ces initiatives ne résolvent pas le vieux dilemme des socialistes entre la gestion régime capitaliste ou son renversement. La gestion social-démocrate emprunte la première voie et renonce à mettre fin aux souffrances que subissent des millions de latino-américains.

Ceux qui se situent dans le camp des gouvernements de centre-gauche tournent le dos à la mobilisation populaire et à une bataille conséquente contre le néolibéralisme qui ouvre une perspective anticapitaliste. Mais la deuxième voie pose également des problèmes aigus. Le défi réside dans la construction politique d'options socialistes et ne peut se réduire à s'enthousiasmer pour de magnifiques projets d'avenir sans mesurer leur crédibilité auprès des travailleurs. Proposer une alternative socialiste oblige aussi à reconnaître qu'aucune transformation sociale n'est viable si on esquive la question de la conquête du pouvoir. Il est de mode aujourd'hui de rejeter cette évidence en proclamant qu'il faut « changer le monde sans prendre le pouvoir » (*voir les thèses de John Holloway* in ContreTemps, nº 6). Mais les promoteurs de cette voie ne proposent pas le moindre exemple pratique de cette politique. Si les capitalistes ne sont pas prêts à renoncer à contrôler l'État, comment les opprimés pourraient-ils résoudre leurs problèmes cruciaux sans s'emparer de ce pouvoir pour le transformer au service de la majorité ? Peut-être certains espèrent-ils créer des îlots coopérativistes pour promouvoir des expériences d'égalitarisme sans relations mercantiles. Mais de telles expériences seraient manifestement insuffisantes pour inverser la tragédie de la pauvreté, du chômage et de l'exploitation qui accable la majorité de la population.

Il y a de nombreuses façons de contribuer au développement d'une conscience socialiste, mais s'engager aux côtés des luttes pour les revendications sociales est la condition *sine qua non* de tout projet politique anticapitaliste. Cette action passe par la résistance à la militarisation et à la recolonisation, le refus de la ZLEA, la lutte pour la cessation de paiement de la dette et la rupture avec le FMI. De telles mesures sont indispensables pour reconstituer le pouvoir d'achat du peuple et promouvoir une authentique intégration régionale. L'avenir de l'Amérique latine dépend dans une large mesure de la capacité de la gauche radicale à définir un projet alternatif à l'occasion de certaines échéances décisives. Cette alternative se développera si le socialisme connaît un cours nouveau à Cuba, si la résistance anti-impérialiste vient à bout du

pouvoir économique de la droite au Venezuela, si une alternative s'affirme face à la direction du PT au Brésil, si un pôle politique de gauche s'affirme parmi les *piqueteros* et les travailleurs en Argentine et si la révolution progresse en Bolivie. Le « postlibéralisme » s'apparenterait alors en Amérique latine au renouveau du socialisme.

27-02-04[2]
Traduit de l'espagnol par Robert March

1 Botana Natalio. « Las impugnaciones a la legitimidad democrática ». *La Nación*, 26-10-03.
2 www.netforsys.com/claudiokatzr

Pierre Salama

Professeur d'économie à l'université de Paris XIII.

La tendance à la stagnation revisitée

Dans cet article, Pierre Salama montre que les régimes de croissance à dominante financière en Amérique latine provoquent une tendance à la stagnation. On l'observe empiriquement, mais elle est peu théorisée. En s'inspirant des travaux de la Cepal des années 1960, et plus particulièrement de Celso Furtado, il montre comment le mode de croissance spécifique de ces économies, depuis le début des années 1990, favorise le comportement rentier des investisseurs et conduit à une croissance par tête faible et volatile, qui mine en retour la croissance.

Dans les années 1980, les principales économies latino-américaines rompent avec le *trend* de croissance forte des années 1950 à 1970 et connaissent des difficultés de grande ampleur. Le service de la dette externe s'élève à plusieurs points du PIB et se traduit par un transfert net de capitaux de ces pays vers les banques des pays développés. Même non assuré intégralement, ce service de la dette, à partir d'un terreau inflationniste, provoque une accélération de la hausse des prix et, dans plusieurs pays, l'hyperinflation se développe, persiste sans revêtir, à de rares exceptions près, un caractère explosif. La croissance par tête sur la période est soit négative, soit proche de zéro. Le taux d'investissement chute et on assiste à une montée en puissance des activités financières concentrées dans l'achat de bons du trésor. La distribution des revenus, de plus en plus inégale, se traduit par une bipolarisation au détriment des couches les plus modestes et des deux tiers des couches moyennes. La pauvreté et la pauvreté extrême augmentent. L'ensemble de ces caractéristiques s'inscrit dans un contexte de poursuite du protectionnisme, d'inefficacité croissante de l'État, de perte de crédibilité de ses politiques économiques, de paiement d'une part significative du service de la dette externe.

Dans les années 1990, ces économies connaissent un processus soudain et rapide de libéralisation de l'ensemble des marchés : libéralisation brutale du compte marchandises et du compte capital de la balance des paiements ; retrait de l'État de l'économique (réduction substantielle des subventions à l'industrie notamment à l'exportation, puis privatisation massive, lucrative